



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.537/2
du 21 décembre 2015

advies 58.537/2
van 21 december 2015

sur

over

des amendements au projet de
'loi programme'

de amendementen bij het
ontwerp van 'programmawet'

Le 20 novembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur des amendements au projet de 'loi programme'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 décembre 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 décembre 2015.

*

Op 20 november 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een de amendementen bij het ontwerp van 'programmawet'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 december 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 december 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

La demande d'avis, qui est introduite dans un délai de trente jours, contient cinq amendements à la loi-programme ¹.

La section de législation a été saisie, dans le cadre d'une demande d'avis introduite dans un délai de cinq jours, de treize amendements à la loi-programme ².

Il apparaît que l'amendement n° 2 (1° à 8°) a déjà fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'avis 58.492/2 donné le 19 novembre 2015 par la section de législation.

Lorsque la section de législation a ainsi donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi : il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations formulées dans un premier avis ou qu'elles demeurent inchangées ³.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Conformément à l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 'sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale', combiné avec l'article 213, § 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, et avec l'article 2, § 1^{er}, b) et c), de l'arrêté royal du 9 septembre 1993 'portant exécution de l'article 213, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', et vu le contenu des amendements à la loi-programme, ceux-ci doivent être soumis à l'avis du conseil général ou du Comité de l'assurance.

En l'espèce, il n'apparaît pas des pièces du dossier que l'une de ces formalités a été accomplie ou que l'urgence ait été invoquée.

¹ Concernant l'avant-projet de « loi-programme (I) », la section de législation a donné, le 28 octobre 2015, un avis 58.321/1-2-3-4-VR.

² Il s'agit de l'avis 58.492/2, donné le 19 novembre 2015, sur des « amendements au projet de loi-programme ».

³ Voir, dans le même sens, l'avis 57.140/2, donné le 23 février 2015, sur un avant-projet devenu la loi du 28 avril 2015 'portant des dispositions concernant les pensions du secteur public' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 922/1, pp. 23-24) et les références citées en note de bas de page 3 de cet avis : voir le rapport annuel du Conseil d'État 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », p. 42 ; voir également Principes de technique législative – *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 232.

Par conséquent, il y a lieu de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les amendements en projet ont une double portée :

- d'une part, de modifier l'article 35ter, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', qui constitue la base légale pour le système de remboursement de référence (amendements n^{os} 1 et 2) ⁴,

- et, d'autre part, d'adapter l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 'relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé', qui contient la base légale des baisses de prix applicables aux vieux médicaments (amendements n^{os} 3 à 5) ⁵.

Les dispositions en la matière sont très techniques et il est important d'attirer l'attention de l'auteur du texte sur la nécessité de les rédiger de façon claire et concise.

À défaut, la compréhension de la législation dans ce domaine s'avère particulièrement difficile pour les destinataires des normes et le fait de pouvoir assurer une parfaite exécution des nouvelles mesures pourrait être compromis.

Or, en l'espèce, on constate que l'amendement n° 2 tend, notamment, à ajouter deux paragraphes à l'article 35ter de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, ces nouveaux paragraphes 11 et 12 étant eux-mêmes composés de plusieurs alinéas.

De même, l'amendement n° 5 a pour objet d'insérer huit nouveaux aliéas ce qui aura pour conséquence que l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 en comportera trente et un.

La section de législation se pose la question de savoir si de nombreux paragraphes ou alinéas de ces dispositions légales ont encore une raison d'être.

Pourraient, par conséquent, être abrogés l'article 35ter, §§ 6 à 10, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 ainsi que les alinéas 1^{er} à 13 de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005.

⁴ Les dispositions légales relatives au « système de remboursement de référence » se trouvent dans les paragraphes 1^{er} à 5 de l'article 35ter, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, tels que modifiés par les amendements en projet. Les autres paragraphes de l'article 35ter contiennent des régularisations.

⁵ Les dispositions légales relatives aux « vieux médicaments » se trouveront dans les alinéas 15 (révision semestrielle prévue pour les spécialités remboursables pour la première fois il y a plus de douze ans) et 17 (révision semestrielle prévue pour les spécialités remboursables pour la première fois il y a plus de quinze ans) de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005, tels que modifiés par les amendements en projet. Les alinéas 1 à 14, 16, 19, de l'article 69 précité, tels que modifiés par les amendements en projet, contiennent des régularisations. Le nouvel alinéa 18 du même article 69 contient la règle d'application, à partir de 2016, de la mesure « vieux médicaments » aux génériques lors de leur inscription sur la liste. Les nouveaux alinéas 20 et 21 de l'article 69 précité contiennent la règle de cumul de la mesure « vieux médicaments » avec le système de remboursement de référence pour les médicaments originaux.

Une nouvelle rédaction de l'article 35^{ter} de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 et de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 serait dès lors souhaitable.

2. Les amendements n^{os} 2, 9°, et 5 contiennent des pourcentages relatifs aux diminutions de plein droit de la base de remboursement des spécialités concernées dans les hypothèses visées par ces dispositions.

Sans une explication détaillée permettant de comprendre le mode de calcul de ces pourcentages, il n'est pas possible de vérifier les chiffres retenus.

Il appartient dès lors à l'auteur du texte de compléter la justification des amendements n^{os} 2, 9°, et 5.

EXAMEN DES AMENDEMENTS

Amendement n° 1

La version française de l'amendement n° 1 mériterait d'être revue. La même observation vaut pour la justification à l'amendement n° 3.

Amendement n° 2

1. La phrase liminaire de l'amendement n° 2 doit correspondre à la section insérée par l'amendement n° 1.

2. L'article 35^{ter}, § 12, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, en projet, prévoit qu'au 1^{er} janvier 2017, la base de remboursement des spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 2), pour lesquelles il n'y avait plus aucune spécialité visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), contenant le même principe actif, inscrite sur la liste dans une certaine période (selon le cas, voir l'article 35^{ter}, § 12, a), b), c), en projet) est néanmoins diminuée d'un certain pourcentage.

La justification de l'amendement est rédigée comme suit :

« L'ajout d'un nouveau § 12 prévoit la régularisation (sous forme d'une diminution unique linéaire) au 1^{er} janvier 2017, du prix et de la base de remboursement des génériques et copies, pour lesquels aucune spécialité de référence remboursable existe, en raison duquel les diminutions supplémentaires (2, 4 et 6 ans après l'ouverture initiale du 'cluster de référence') n'ont pas été appliquées, afin de les ramener jusqu'au nouveau niveau de -51,52% pour les spécialités remboursables en catégorie A et de -43,64% pour les autres spécialités, pour éliminer toute discrimination ».

Il apparaît ainsi qu'une diminution complémentaire sera opérée le 1^{er} janvier 2017 sur le prix et la base de remboursement des génériques et copies alors qu'il n'y a plus aucune spécialité de référence.

La justification invoquée ne contient cependant pas d'élément permettant de savoir pour quelle raison cette régularisation doit se faire à la date du 1^{er} janvier 2017 alors que le « patent cliff » sera appliqué au 1^{er} mars 2016.

L'auteur des amendements doit pouvoir justifier, dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, les raisons pour lesquelles ces mesures ne prennent pas leurs effets à la même date.

3. Dans le commentaire de l'amendement n° 2, deux chiffres sont indiqués concernant la réduction de la base de remboursement pour les médicaments de la catégorie A : -60,72% et -60,73%.

L'auteur du texte doit vérifier lequel de ces chiffres est exact et le modifier dans la justification de l'amendement n° 2 et, au besoin de l'amendement n° 5 qui indique -60,72%, afin d'éviter d'induire en erreur sur le pourcentage à appliquer.

Amendement n° 4

L'amendement n° 4 tend à apporter une correction dans tous les alinéas de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005.

Interrogée sur la portée de cette disposition dans le temps, afin de vérifier si l'intention de l'auteur du projet est de régulariser ou non une situation, la fonctionnaire déléguée a indiqué qu'en réalité le premier effet de l'application de l'exception à la diminution des prix pour des vieux médicaments aux spécialités inscrites dans le groupe de remboursement « V.8.7 » aura lieu le 1^{er} juillet 2016.

Étant donné que l'amendement n° 5 est rédigé en tenant compte de la modification souhaitée, il faut en conclure que l'amendement n° 4 n'a pas d'utilité et doit être omis comme en a convenu la fonctionnaire déléguée.

Amendement n° 5

1. L'amendement n° 5, 1°, a pour objet d'insérer huit alinéas dans l'article 69 de la loi du 27 avril 2005.

1.1. L'auteur des amendements doit vérifier les dates contenues dans les nouveaux alinéas 18 et 19 par rapport à la justification de ceux-ci afin d'en assurer la cohérence.

Le dispositif indique en effet des dates précises, respectivement, dans l'alinéa 18 « après le 1^{er} février 2016 » et dans l'alinéa 19 « avant le 1^{er} mars 2016 » alors que la justification fait état d'une application « à partir de 2016 » pour l'alinéa 19 et « avant 2016 » pour l'alinéa 18.

L'amendement n° 5, 1°, alinéas 5 et 6, et son commentaire seront revus en conséquence.

1.2. La justification du nouvel alinéa 20 ne correspond pas au dispositif. De même, l'amendement n'insère pas de nouvel alinéa 22.

L'auteur du texte vérifiera la numérotation de ces alinéas dans le commentaire.

2. Eu égard à la portée de l'amendement n° 5, 1°, l'auteur du texte corrigera dans l'amendement n° 5, 2° à 7°, les erreurs d'alinéas puisque ceux-ci modifient respectivement les anciens alinéas 16 (devenant l'alinéa 24), 17 (devenant l'alinéa 25), 18 (devenant l'alinéa 26), 19 (devenant l'alinéa 27), 22 et 23.

En outre, si la modification en projet doit être apportée à plusieurs endroits dans la même disposition, il y a lieu d'ajouter que les mots concernés sont remplacés « à chaque fois». Tel est le cas pour l'amendement n° 5, 2°, et 4°.

L'amendement n° 5, 2° à 7°, sera revu en ce sens.

OBSERVATION FINALE

Les amendements en projet utilisent à de nombreuses reprises le mot « spécialités » mais aussi en précisant dans certains passages qu'il s'agit de « spécialités pharmaceutiques ». Cette précision comporte le désavantage d'allonger inutilement le texte en projet. En outre, les versions française et néerlandaise ne correspondent pas toujours sur ce point.

Il y a lieu d'harmoniser les amendements en projet en privilégiant l'utilisation du mot « spécialités/specialiteiten ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

De aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen betreft vijf amendementen op de programmawet.¹

De afdeling Wetgeving is, in het kader van een verzoek om advies binnen vijf dagen, geadieerd in verband met dertien amendementen op de programmawet.²

Amendement nr. 2 (1° tot 8°) blijkt reeds onderzocht te zijn in het kader van advies 58.492/2, op 19 november 2015 gegeven door de afdeling Wetgeving.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft: het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.³

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Overeenkomstig artikel 15 van de wet van 25 april 1963 ‘betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg’, *junctis* artikel 213, § 2, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ en artikel 2, § 1, b) en c), van het koninklijk besluit van 9 september 1993 ‘tot uitvoering van artikel 213, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, en gelet op de inhoud van de amendementen op de

¹ Met betrekking tot het voorontwerp van “programmawet (I)”, heeft de afdeling Wetgeving op 28 oktober 2015 advies 58.321/1-2-3-4-VR gegeven.

² Het gaat om advies 58.492/2, op 19 november 2015 gegeven over “de amendementen bij het ontwerp van programmawet”.

³ Zie in dezelfde zin advies 57.140/2, op 23 februari 2015 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 28 april 2015 ‘houdende bepalingen betreffende de pensioenen van de publieke sector’ (*Parl.St.* Kamer 2014-15, nr. 922/1, 23-24) en de verwijzingen in voetnoot 3 van dat advies: Zie het jaarverslag van de Raad van State 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, blz. 42; zie ook *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 232.

programmawet, moeten die amendementen *ter fine* van advies worden voorgelegd aan de Algemene Raad of aan het Verzekeringscomité.

In casu blijkt niet uit de stukken van het dossier dat een van die vormvereisten is vervuld of dat spoedeisendheid is aangevoerd.

Bijgevolg moet ervoor gezorgd worden dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

De ontworpen amendementen hebben een tweeledige strekking :

- enerzijds de wijziging van artikel 35^{ter} van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, die de wettelijke basis vormt van het referentierugbetalingssysteem (amendementen nr. 1 en nr. 2),⁴

- en anderzijds de aanpassing van artikel 69 van de wet van 27 april 2005 ‘betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid’, die de wettelijke basis bevat voor de prijsverminderingen die van toepassing zijn op oude geneesmiddelen (amendementen nr. 3 tot 5).⁵

De bepalingen ter zake zijn erg technisch en de aandacht van de steller van de tekst behoort te worden gevestigd op de noodzaak de teksten op duidelijke en bondige wijze te redigeren.

Indien dat niet geschiedt, dreigt voor de adressaten van de regels het begrip van de wetgeving op dat gebied bijzonder moeilijk te zijn en zou de correcte uitvoering van de nieuwe maatregelen in het gedrang kunnen komen.

In casu dient te worden vastgesteld dat amendement nr. 2 er onder meer toe strekt twee paragrafen in te voegen in artikel 35^{ter} van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, welke nieuwe paragrafen 11 en 12 elk zelf uit meerdere leden bestaan.

Zo ook strekt amendement nr. 5 ertoe acht nieuwe leden in te voegen, hetgeen tot gevolg zal hebben dat artikel 69 van de wet van 27 april 2005 eenendertig leden zal tellen.

⁴ De wettelijke bepalingen met betrekking tot het “referentierugbetalingssysteem” zijn vervat in de paragrafen 1 tot 5 van artikel 35^{ter} van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, zoals ze worden gewijzigd bij de ontworpen amendementen. De andere paragrafen van artikel 35^{ter} bevatten regularisaties.

⁵ De wettelijke bepalingen met betrekking tot de “oude geneesmiddelen” zijn vervat in het vijftiende lid (halfjaarlijkse herziening voor de specialiteiten die meer dan twaalf jaar geleden voor het eerst vergoedbaar waren) en het zeventiende lid (halfjaarlijkse herziening voor de specialiteiten die meer dan vijftien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar waren) van artikel 69 van de wet van 27 april 2005, zoals ze worden gewijzigd bij de ontworpen amendementen. Het eerste tot het veertiende lid, het zestiende lid en het negentiende lid van het voornoemde artikel 69, zoals ze worden gewijzigd bij de ontworpen amendementen, bevatten regularisaties. Het nieuwe achttiende lid van hetzelfde artikel 69 schrijft voor dat de maatregel “oude geneesmiddelen” vanaf 2016 op de generieke geneesmiddelen van toepassing is zodra deze opgenomen worden in de lijst. Het nieuwe twintigste en het nieuwe eenentwintigste lid van het voornoemde artikel 69 bevatten de regel die voorziet in de cumulatie van de maatregel “oude geneesmiddelen” en het referentierugbetalingssysteem voor de originele specialiteiten.

De afdeling Wetgeving vraagt zich in verband met heel wat paragrafen en leden van die wettelijke bepalingen af of ze nog wel een bestaansreden hebben.

Zo zou artikel 35ter, § 6 tot § 10, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 opgeheven kunnen worden, alsook het eerste tot het dertiende lid van artikel 69 van de wet van 27 april 2005.

Het zou dan ook beter zijn de redactie van artikel 35ter van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 en van artikel 69 van de wet van 27 april 2005 te wijzigen.

2. Amendement nr. 2, 9°, en amendement nr. 5 bevatten percentages met betrekking tot de verminderingen van rechtswege van de vergoedingsbasis voor de betrokken specialiteiten in de gevallen bedoeld in die bepalingen.

Zonder een gedetailleerde uitleg die toelaat de berekeningswijze van die percentages te begrijpen, is het niet mogelijk de gehanteerde cijfers te controleren.

De steller van de tekst dient dan ook de verantwoording aan te vullen van amendement nr. 2, 9°, en van amendement nr. 5.

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN

Amendement nr. 1

De Franse tekst van amendement nr. 1 zou moeten worden herzien. Dezelfde opmerking geldt voor de verantwoording van amendement nr. 3.

Amendement nr. 2

1. In de inleidende zin van amendement nr. 2 dient te worden verwezen naar dezelfde afdeling als die welke bij amendement nr. 1 is ingevoegd.

2. Het ontworpen artikel 35ter, § 12, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 bepaalt dat met ingang van 1 januari 2017 de vergoedingsbasis voor de specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 2), waarvoor er geen specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, meer ingeschreven waren op de lijst binnen een bepaalde periode (naargelang van het geval, zie het ontworpen artikel 35ter, § 12, a), b), c)), toch verminderd wordt met een bepaald percentage.

De verantwoording van het amendement luidt als volgt:

“De toevoeging van een nieuwe § 12 voorziet op 1 januari 2017 de regularisatie (onder de vorm van een éénmalige lineaire daling) van de prijs en de vergoedingsbasis van de generieken en kopieën, waarvoor er geen referentiespecialiteiten meer vergoedbaar zijn, waardoor de bijkomende prijsdalingen (2, 4 en 6 jaar na de initiële opening van de ‘referentiecluster’) nog niet toegepast werden, om ze tot op het nieuwe niveau van

-51,52 % te brengen voor specialiteiten vergoedbaar in categorie A en tot op het niveau van -43,64 % voor de overige specialiteiten, teneinde deze discriminatie weg te werken”.

Aldus blijkt dat op 1 januari 2017 een extra vermindering zal worden toegepast op de prijs van en de vergoedingsbasis voor de generieke geneesmiddelen en de kopieën terwijl er geen enkele referentiespecialiteit meer is.

De aangevoerde verantwoording bevat echter geen enkel element waaruit blijkt waarom die regularisatie dient te gebeuren op 1 januari 2017 terwijl de “patent cliff” toegepast zal worden op 1 maart 2016.

De steller van de amendementen moet, met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, kunnen verantwoorden waarom die maatregelen niet met ingang van dezelfde datum uitwerking hebben.

3. In de bespreking van amendement nr. 2 worden twee cijfers genoemd in verband met de vermindering van de vergoedingsbasis voor de geneesmiddelen van categorie A: -60,72% en -60,73%.

De steller van de tekst moet nagaan welk van die cijfers correct is en dient de verantwoording van amendement nr. 2 en indien nodig van amendement nr. 5, waarin -60,72% opgegeven wordt, dienovereenkomstig te corrigeren teneinde misverstanden te voorkomen betreffende het toe te passen percentage.

Amendement nr. 4

Amendement nr. 4 strekt ertoe een correctie aan te brengen in alle leden van artikel 69 van de wet van 27 april 2005.

Toen de gemachtigde ambtenaar gevraagd is wat de draagwijdte in de tijd is van die bepaling, teneinde na te gaan of het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om al dan niet een toestand te regulariseren, heeft ze geantwoord dat het eerste gevolg van de toepassing van de uitzondering op de prijsvermindering voor oude geneesmiddelen op de specialiteiten opgenomen in de vergoedingsgroep “V.8.7” eigenlijk plaats zal hebben op 1 juli 2016.

Gelet op het feit dat amendement nr. 5 is gesteld rekening houdend met de gewenste wijziging, dient daaruit te worden afgeleid dat amendement nr. 4 overbodig is en moet worden weggelaten. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Amendement nr. 5

1. Amendement nr. 5, 1°, strekt ertoe acht nieuwe leden in te voegen in artikel 69 van de wet van 27 april 2005.

1.1. De steller van de amendementen moet de data die in het nieuwe achttiende en het nieuwe negentiende lid staan vergelijken met die vermeld in de verantwoording van die leden, teneinde te zorgen voor samenhang.

In het dispositief worden immers precieze data opgegeven, respectievelijk “na 1 februari 2016” in het achttiende lid en “vóór 1 maart 2016” in het negentiende lid, terwijl in de verantwoording gewag wordt gemaakt van een toepassing “vanaf 2016” voor het negentiende lid en “voor 2016” voor het achttiende lid.

Amendement nr. 5, 1°, vijfde en zesde lid 6, alsook de bespreking ervan moeten dienovereenkomstig worden herzien.

1.2. De verantwoording van het nieuwe twintigste lid is niet in overeenstemming met het dispositief. Evenmin wordt bij het amendement een nieuw tweeëntwintigste lid ingevoegd.

De steller van de tekst moet de nummering van die leden in de bespreking nakijken.

2. Gelet op de strekking van amendement nr. 5, 1°, moet de steller van de tekst in amendement nr. 5, 2° tot 7°, de foutieve verwijzingen naar de leden corrigeren aangezien die bepalingen respectievelijk het vroegere zestiende lid (dat het vierentwintigste lid wordt), het vroegere zeventiende lid (dat het vijfentwintigste lid wordt), het vroegere achttiende lid (dat het zesentwintigste lid wordt), het vroegere negentiende lid (dat het zevenentwintigste lid wordt), en het vroegere tweeëntwintigste en het vroegere drieëntwintigste lid wijzigen.

Als de ontworpen wijziging bovendien moet worden aangebracht op verschillende plaatsen in dezelfde bepaling, moet worden toegevoegd dat de betrokken woorden “telkens” worden vervangen. Zulks is het geval voor amendement nr. 5, 2° en 4°.

Amendement nr. 5, 2° tot 7°, dient in die zin te worden herzien.

SLOTOPMERKING

In de ontworpen amendementen wordt veelvuldig het woord “specialiteiten” gebruikt, maar hier en daar wordt ook gepreciseerd dat het gaat om “farmaceutische specialiteiten”. Die precisering heeft het nadeel dat ze de ontworpen tekst onnodig langer maakt. Bovendien stemmen de Nederlandse en de Franse tekst niet altijd overeen op dat punt.

De ontworpen amendementen moeten op elkaar worden afgestemd door bij voorkeur het woord “spécialités/specialiteiten” te gebruiken.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre LIÉNARDY